



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Savoie

MARCHE N°01/2026

Maintenance des installations incendie des différents
sites de la CPAM de Haute-Savoie

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Dispositions particulières au Lot 8 - Incendie

Pouvoir adjudicateur

CPAM de la Haute-Savoie

Représentée par Madame Sandrine CABOT

1	OBJET.....	3
2	PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	3
3	HORAIRES D'INTERVENTION	3
4	EQUIPEMENTS AU PARC.....	4
4.1	ANNEMASSE (27 RUE DE PARC - 74100 ANNEMASSE).....	4
4.2	BOSCHETTI (10 AVENUE LUCIEN BOSCHETTI – 74000 ANNECY)	4
4.3	CLUSES A (5 ALLEE DES SAULES - 74300 CLUSES).....	4
4.4	CLUSES C (3 ALLEE DES SAULES - 74300 CLUSES).....	4
4.5	SIEGE-COURIER (2 RUE ROBERT SCHUMAN - 74000 ANNECY)	4
4.6	THONON (42 AVENUE DE GENEVE - 74200 THONON LES BAINS).....	4
5	PRESTATIONS ATTENDUES	5
5.1	PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE	5
5.2	INTERVENTIONS SUR DEVIS	7
5.3	PRESTATIONS DE DEPANNAGE ET D'ASTREINTE	7
5.4	ASSISTANCE ET CONSEIL.....	8
6	LISTE DE CONTACTS	8
7	OBLIGATION DE RESULTAT.....	9
8	TRACABILITE DES INTERVENTIONS.....	9
8.1	REGISTRE DE SECURITE	9
8.2	RAPPORTS D'INTERVENTION	9
8.3	REUNIONS DE SUIVI.....	10
9	MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR REALISER LES PRESTATIONS	10
9.1	MISE A DISPOSITION DE LOCAUX	10
9.2	GESTION DES CONSOMMABLES ET PETITES FOURNITURES.....	10
10	CONDITIONS D'EXECUTION	10
10.1	PRISE EN CHARGE DU MATERIEL.....	10
10.2	REMISE DU MATERIEL EN FIN DE MARCHE	11
10.3	ACCEPTATION DU NOUVEAU TITULAIRE EN FIN DE MARCHE	11
10.4	PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE.....	11
10.4.1	Désignation du personnel.....	11
10.4.2	Tenue et comportement du personnel.....	11
10.4.3	Consignes d'accès aux sites	12
10.4.4	Gestion des sous-traitants	12
10.5	COORDINATION AVEC LE CONSTRUCTEUR	12
11	DEVELOPPEMENT DURABLE	13

1 OBJET

Le présent CCTP définit les conditions selon lesquelles la CPAM de Haute-Savoie confie à l'Attributaire des prestations, notamment :

- La maintenance **avec obligation de résultat**, des installations des différents sites de la CPAM de Haute-Savoie ;
- L'approvisionnement en fournitures et consommables pour les installations des différents sites de la CPAM de Haute-Savoie soumis à maintenance.

2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Les bâtiments concernés par la maintenance sont :

Bâtiment	Code	Adresse	Surface SHON	Nombre de niveaux dont sous-sol	Nombre de personnes	HORAIRES D'OUVERTURE
ANNEMASSE	402	27 rue du Parc 74100 ANNEMASSE	1 242 m ²	3	38	Lundi au vendredi 8h30/12h - 13h30/16h*
BOSCHETTI	409	10 avenue Lucien Boschetti 74000 ANNECY	1 547 m ²	5	59	Lundi au vendredi 8h30/12h - 13h30/16h*
CLUSES A	031	5 allée des Saules 74302 CLUSES Cedex	720 m ²	3	24	Lundi au vendredi 8h30/12h - 13h30/16h*
CLUSES C (archives)	415	3 allée des Saules 74302 CLUSES Cedex	1 138 m ²	2	0	Lundi au vendredi 8h30/12h - 13h30/16h*
SIEGE- COURIER	002	2, rue Robert Schuman 74984 ANNECY Cedex 9	11 223 m ²	11	456	Lundi au vendredi 7h à 18h*
THONON	414	42, av de Genève 74200 THONON les BAINS	425 m ²	1	16	Lundi au vendredi 8h30/12h - 13h30/16h*

**sauf fermetures exceptionnelles et jours fériés.*

L'ensemble des bâtiments est concerné par des activités tertiaires.

3 HORAIRES D'INTERVENTION

D'une manière générale, les interventions ont lieu prioritairement pendant les horaires d'ouverture de la CPAM indiqués au point 2 du présent CCTP.

Des exceptions sont prévues :

- En cas d'urgence ;
- En cas de gêne très importante, perturbant le travail des agents de la CPAM ;
- En cas d'accord de la CPAM et du Titulaire d'intervenir en-dehors de ces plages horaires.

Les interventions doivent être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum la durée d'indisponibilité des installations.

4 EQUIPEMENTS AU PARC

Les quantités sont données à titre indicatif.

4.1 ANNEMASSE (27 rue de Parc - 74100 ANNEMASSE)

Extincteurs (Total 12 = 6 : 2Kg CO2 – 5 : 6L EP – 1 : 6Kg poudre)

Système de désenfumage : 2 ouvrants en façade

Plans évacuations / interventions

4.2 BOSCHETTI (10 avenue Lucien BOSCHETTI – 74000 ANNECY)

Système de désenfumage : 1 exutoire de fumée

Extincteurs (Total 25 = 11 : 2Kg CO2 – 11 : 6L EP – 3 : 6Kg poudre)

Plans évacuations / interventions

4.3 CLUSES A (5 allée des Saules - 74300 CLUSES)

Extincteurs (Total 14 = 5 : 2Kg CO2- 8 : 6L EP- 1 : 5Kg CO2)

Système de désenfumage : 1 ouvrant + 1 exutoire de fumée

Plans évacuations / interventions

4.4 CLUSES C (3 allée des Saules - 74300 CLUSES)

Extincteurs (Total 11 = 3 : 2Kg CO2 – 6 : 9L EP – 2 : 45L EP)

Plans évacuations / interventions

4.5 SIEGE-COURIER (2 rue Robert Schuman - 74000 ANNECY)

Système de désenfumage : 4 exutoires de fumée

Colonnes sèches : 2

Extincteurs (Total 149 = 45 : 2Kg CO2 – 6 : 5Kg CO2 – 72 : 6L EP – 1 : 9L EP - 25 : 6Kg poudre)

Plans évacuations / interventions

4.6 THONON (42 avenue de Genève - 74200 THONON LES BAINS)

Extincteurs (10)

Plans évacuations / interventions

5 PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues au titre du présent marché correspondent à un contrat de type 3 (entretien normal).

Le vocabulaire utilisé pour la définition des prestations ainsi que la rédaction des différents documents sont conforme à la norme NF EN 13306 X 60-319 de juin 2001.

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire est tenu d'assurer les prestations listées ci-dessous :

- Prestations de conduite ;
- Maintenance préventive (systématique ou prévisionnelle) ;
- Dépannage ;
- Maintenance corrective (palliative et curative) ;
- Astreinte ;
- Assistance et conseil ;
- Approvisionnement en consommables ;
- Approvisionnement en petites fournitures ;
- Mesures avec l'outillage et les appareils adaptés ;
- Approvisionnement en pièces de rechange et pièces détachées.

5.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE

Lors d'une intervention de maintenance préventive systématique, le Titulaire doit, à minima, réaliser les prestations suivantes en conformité avec la réglementation en vigueur et les notices constructeurs.

CONTROLE ET MAINTENANCE DES EXTINCTEURS

Le Titulaire assurera « LA VISITE DE CONTRÔLE PÉRIODIQUE » des extincteurs. La qualification requise est R4.

Il s'assurera que chaque extincteur soit maintenu en "bon état de fonctionnement", afin qu'en cas d'utilisation son efficacité soit conforme. A défaut, il remplacera les matériels vétustes.

En cas de remplacement de matériels, il se réfère aux prix unitaires pour chaque type d'extincteur conformément à la DPGF.

Les extincteurs arrivant échéance de 10 ans seront remplacés par des extincteurs neufs. La récupération et la destruction des extincteurs vétustes sont à la charge du Titulaire.

Toutes les pièces détachées et composants utilisés pour cette maintenance sont compris dans le prix indiqué dans la DPGF (ex : recharge Co2, tromblon, support goupille ...). Le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à une facturation de ces éléments.



Peu importe la périodicité de la maintenance, la prestation sera toujours facturée au prix indiqué dans la DPGF (y compris pour les maintenances dites « approfondies »).

CONTROLE ET MAINTENANCE DES EXUTOIRES DE FUMÉES

Le Titulaire devra procéder :

- A la vérification ouverture / fermeture des ouvrants ;
- A la vérification et test des commandes ;
- Au graissage des vérins.

La qualification requise est R17.

Le registre de sécurité devra être tenu à jour.



Le remplacement des cartouches de gaz, lorsqu'il est nécessaire sera compris dans le prix indiqué dans la DPGF. Cette prestation ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

CONTROLE ET MAINTENANCE DES COLONNES SECHES

Le Titulaire devra procéder au contrôle des colonnes suivant la procédure en vigueur avec une pompe hydraulique.

Le registre de sécurité devra être tenu à jour.

VERIFICATION PLANS EVACUATIONS ET INTERVENTIONS

Le Titulaire devra procéder au contrôle des plans d'évacuations et d'intervention selon la réglementation en vigueur, les remarques formulées lors des exercices d'évacuations (rapports fournis) et consignes demandées par la CPAM.

Cette prestation fera l'objet d'un devis. Le Titulaire proposera une mise à jour des plans qui devra préalablement être validée par la CPAM avant que le Titulaire ne se charge de leur impression et de leur installation.

Le registre de sécurité devra être tenu à jour.

Les interventions de maintenance préventive systématique ont lieu selon le calendrier ci-dessous.

PRESTATIONS	Date d'intervention prévue par la CPAM
Toutes les prestations	Mai

Ce calendrier est contractuel.

Le Titulaire s'engage à le respecter sans quoi il sera fait application des pénalités et réfections prévues par l'Annexe 1 du CCTP et au CCAP.

Il est rappelé que les visites de maintenance préventives systématiques ne doivent pas conduire à une indisponibilité des équipements durant les heures d'occupation des locaux concernés sans information et accord préalable de la CPAM.

5.2 INTERVENTIONS SUR DEVIS

Le Titulaire est tenu de remettre un devis à la CPAM dans les cas suivants :

- Dans le cadre de sa prestation de conseil, le Titulaire juge nécessaire de réaliser une intervention
- Dans le cadre de la maintenance préventive prévisionnelle, la CPAM sollicite le Titulaire pour la réalisation d'une intervention
- Suite à un dépannage mené dans le cadre de la maintenance corrective / curative, une intervention s'avère nécessaire.

Le devis devra détailler a minima :

- Contenu de l'intervention à réaliser ;
- Délai d'approvisionnement en pièces détachées ;
- Date prévisionnelle d'intervention ;
- Durée de l'intervention, hors délai d'approvisionnement en pièces détachées ;
- Coût de la main d'œuvre conformément aux tarifs mentionnés dans la DPGF ;
- Coût des fournitures et pièces.

Le Titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** pour remettre son devis, à compter de la date de la demande de la CPAM (maintenance préventive prévisionnelle) ou de la date et de l'heure d'arrivée sur site du Titulaire pour pallier au dysfonctionnement (maintenance corrective curative) jusqu'à la date et l'heure de réception du devis par la CPAM.

En cas d'accord sur le devis, la CPAM notifie son acceptation au Titulaire et lui indique le délai dans lequel elle souhaite que la prestation soit exécutée, hors délai d'approvisionnement en pièces détachées. Si le délai d'approvisionnement en pièces détachées n'est pas précisé dans le devis, celui-ci est réputé compris dans le délai accordé au Titulaire pour commencer à exécuter la prestation.

Tous les éléments du devis sont contractuels. Leur non-respect soumet le Titulaire aux pénalités et réfections prévues par l'Annexe 1 du CCTP et au CCAP.

En cas de désaccord, la CPAM se réserve le droit de consulter une autre société pour obtenir un devis comparatif et, le cas échéant, lui faire effectuer les réparations nécessaires.

5.3 PRESTATIONS DE DEPANNAGE ET D'ASTREINTE

L'astreinte constitue l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens nécessaires pour intervenir en dépannage c'est-à-dire en maintenance corrective palliative dans les délais prévus par la CPAM.

Il est prévu une astreinte physique. Le Titulaire a l'obligation de tenir disponible, en permanence, des moyens et un personnel technique capable d'assurer le dépannage.

Les demandes d'intervention sont faites par courriel ou téléphone selon les coordonnées fournies par le Titulaire lors de la mise en place du marché.

Délai d'intervention standard : le Titulaire est tenu de se présenter sur le lieu de l'intervention dans un délai maximum de **deux (2) jours ouvrés**, sauf accord exprès de la CPAM.

Délai d'intervention spécifique : le Titulaire est tenu de se présenter sur le lieu de l'intervention pour exécuter les dépannages ou réparations sur les portes automatiques donnant sur l'extérieur, dans un délai d'**une (1) heure, sans qu'il ne soit tenu compte des horaires d'ouverture du site**, sauf accord exprès de la CPAM.

Les délais sont calculés, à partir de la date et de l'heure des demandes d'intervention de la CPAM jusqu'à la date et l'heure d'arrivée du technicien sur le lieu des interventions.

Ces délais sont contractuels. Leur non-respect soumet le Titulaire aux pénalités et réfections prévues par l'Annexe 1 du CCTP et au CCAP.

5.4 ASSISTANCE ET CONSEIL

Ces prestations comprennent notamment :

- L'assistance à la CPAM au cours des visites réglementaires effectuées par toute société de contrôle agréée ;
- L'assistance à la CPAM pour tous les essais, contrôles, visites, relatifs aux équipements concernés par le présent marché ;
- L'information à la CPAM de tout changement ou de toute modification des normes et réglementations relatives aux équipements concernés par le présent marché, ainsi que leurs incidences techniques et financières ;
- La réponse aux sollicitations de la CPAM dans un délai de **quarante-huit (48) heures**.

6 LISTE DE CONTACTS

Le Titulaire communiquera à la CPAM, lors de la mise en place du marché, une liste de contacts, par site. Le contact fourni doit être en mesure de répondre aux sollicitations dans le délai imparti.

En cas d'absence ou d'indisponibilité temporaire du contact fourni, le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires sans que la CPAM n'ait à effectuer d'autre démarche que celles liées à sa demande initiale.

En cas de changement définitif du contact fourni, le Titulaire communique **immédiatement** une liste de contact à jour. Aucun délai de carence n'est admis.

En aucun cas le Titulaire ne pourra se prévaloir d'un mauvais adressage par la CPAM si une sollicitation a été adressée aux contacts définis dans la dernière liste fournie mais que celle-ci n'était pas à jour.

Le respect des délais de réponse aux sollicitations et la mise à jour de la liste de contact sont des obligations contractuelles soumettant le Titulaire aux pénalités et réfections prévues par l'Annexe 1 du CCTP et au CCAP en cas de non-respect.

7 OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire s'engage à une **obligation de résultat** dans l'exécution des prestations de maintenance. Il garantit le bon fonctionnement des équipements maintenus conformément aux exigences du présent marché et aux règles de l'art.

La CPAM se réserve le droit de réaliser, à tout moment, des **contrôles inopinés** afin de vérifier la bonne exécution des prestations. Ces contrôles peuvent porter sur l'état des équipements, la qualité des interventions réalisées et le respect des engagements contractuels.

Le Titulaire s'engage à coopérer pleinement lors de ces contrôles et à mettre en œuvre, sans délai et à ses frais, toute action corrective nécessaire en cas de non-conformité constatée.

8 TRACABILITE DES INTERVENTIONS

8.1 REGISTRE DE SECURITE

Conformément à ses obligations légales et réglementaires, le Titulaire est tenu de remplir un registre de sécurité. Ce registre doit être complété après chaque intervention et laissé sur place, librement consultable par la CPAM.

8.2 RAPPORTS D'INTERVENTION

Dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de chaque intervention, le Titulaire remet à la CPAM un rapport d'intervention **détaillant à minima** :

- Le nom de l'intervenant ;
- Le lieu d'intervention ;
- La date d'intervention ;
- Le descriptif précis des opérations effectuées ;
- Les fournitures et /ou pièces changées ;
- Les fournitures et /ou pièces à changer ;
- L'état des systèmes au départ de l'intervenant ;
- Les éventuels travaux à prévoir.

Celui-ci revêt la forme souhaitée par le Titulaire : bon d'intervention numérique ou photo d'un bon manuel ou du carnet d'entretien de l'appareil concerné.

Ce rapport doit impérativement être **remis par courriel** aux adresses définies lors de la mise au point du marché.

La remise d'un rapport d'intervention dans des conditions qui ne sont pas celles fixées par le présent CCTP est considérée comme nulle et n'ayant jamais eu lieu, soumettant le Titulaire aux pénalités et réfections prévues à l'Annexe 1 du CCTP et au CCAP.

8.3 REUNIONS DE SUIVI

Lorsqu'elles s'avèrent nécessaires, des réunions ponctuelles sont organisées à l'initiative du Titulaire ou de la CPAM. Les réunions peuvent aborder des sujets variés, tels qu'un bilan de la période écoulée, la recherche d'améliorations ou de solutions à un problème donné, un point sur les effectifs, etc.

9 MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR REALISER LES PRESTATIONS

9.1 MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

Un espace de stockage peut être mis gratuitement à disposition du Titulaire. Cette mise à disposition sera convenue d'un commun accord avec le Titulaire lors de la mise en place du marché.

9.2 GESTION DES CONSOMMABLES ET PETITES FOURNITURES

Le Titulaire est seul responsable de la gestion des consommables et petites fournitures nécessaires aux opérations de maintenance préventives et curatives.

Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des consommables et petites fournitures pour retarder une prestation.

10 CONDITIONS D'EXECUTION

10.1 PRISE EN CHARGE DU MATERIEL

Sur demande exprès du Titulaire ou de la CPAM, un état des lieux peut être réalisé à compter de la date de notification du présent marché et ce avant la date de prise d'effet du marché en présence du Titulaire et d'un représentant de la CPAM. Un procès-verbal est établi par le Titulaire du présent marché et soumis à la signature de la CPAM. Si nécessaire, le Titulaire inscrit dans son procès-verbal ses éventuelles réserves dûment justifiées.

En cas d'état des lieux non effectué, en cas d'absence de réserve ou en cas de réserve non justifiée, tous les matériels et équipements dont le Titulaire assurera la maintenance sont réputés en bon état d'entretien et de fonctionnement.

En cours de marché, le Titulaire pourra être tenu de prendre en charge les nouveaux équipements relatifs aux installations dont il a la charge, même s'ils n'ont pas été mis en œuvre par lui-même. La CPAM informera le Titulaire de la réception de ces nouveaux ouvrages, ce dernier pourra assister à leur Réception et disposera d'un délai de 15 jours à compter de cette date de réception pour formuler ses éventuelles réserves.

Les conditions financières de prise en charge des nouveaux équipements sont définies dans le CCAP.

10.2 REMISE DU MATERIEL EN FIN DE MARCHE

Sauf s'il a exprimé des réserves dûment justifiées au moment de leur prise en charge, le Titulaire s'engage à laisser, à l'issue du marché, les matériels ou équipements en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Sur demande exprès du Titulaire ou de la CPAM, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux des matériels ou équipements peut être établi à l'issue du marché avec la présence éventuelle du nouveau Titulaire désigné et/ou de tout expert désigné par la CPAM. Cet état des lieux intervient dans le dernier mois précédant la date de fin du marché et jusqu'à quinze (15) jours après.

10.3 ACCEPTATION DU NOUVEAU TITULAIRE EN FIN DE MARCHE

Lors du renouvellement du marché, si le nouveau Titulaire en fait la demande, le Titulaire du présent marché est tenu d'accepter pendant une durée ne pouvant excéder les trois (3) derniers mois du marché, la présence du nouveau Titulaire sans rémunération complémentaire. De la même manière, il doit se tenir disponible trois (3) mois après la fin du marché pour répondre aux sollicitations du nouveau prestataire sur les installations.

10.4 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

10.4.1 Désignation du personnel

Les personnes désignées par le Titulaire pour intervenir sur les équipements du parc de maintenance doivent posséder la qualification professionnelle et l'habilitation et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le Titulaire devra présenter les justifications correspondantes sur simple demande de la CPAM. La CPAM peut demander à tout moment et pour tout motif, sans justification, le remplacement du personnel d'intervention dans un délai de quinze (15) jours. Ce délai peut être réduit à vingt-quatre (24) heures (soit un jour ouvré) dans un cas considéré comme grave par la CPAM.

10.4.2 Tenue et comportement du personnel

Le personnel du Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de la CPAM. En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant la société ;
- Interdiction de fumer dans l'enceinte et à l'extérieur du bâtiment ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte de l'Etablissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire ;
- Interdiction de faire pénétrer une personne autre que les intervenants désignés.

Le personnel du Titulaire devra faire preuve de la plus grande correction et discrétion. Il sera soumis à l'obligation du secret professionnel prévu à l'article 216-13 du Code Pénal.

Le personnel doit être également parfaitement informé des diverses consignes de sécurité générales et particulières, propres à la CPAM, qui lui ont été communiquées.

10.4.3 Consignes d'accès aux sites

Le Titulaire doit avertir la CPAM de son passage dans ses locaux au moins **vingt-quatre (24) heures** à l'avance. Le jour venu il confirme sa présence sur site dès son arrivée. Pour cela, le Titulaire contacte le personnel des Services Généraux par appel téléphonique aux numéros définis lors de la mise au point du marché.

Pour son arrivée sur le site du **siège (bâtiment Courier)**, l'intervenant se présente au Poste de Contrôle (entrée du personnel) où l'agent de sécurité lui remet un badge, sans lequel il ne peut circuler dans les locaux.

Pour son arrivée sur le site de **Cluses C**, l'intervenant se signale auprès du responsable de site de Cluses A qui lui remet un badge.

Pour tous les **autres sites**, l'intervenant se signale auprès du responsable de site, aucun badge ne sera remis.

Des modalités complémentaires d'accès à certains locaux pourront être définies ultérieurement par la CPAM. Le personnel du Titulaire sera tenu de s'y conformer.

Le personnel du Titulaire ne peut intervenir et circuler que dans les zones suivantes :

- Locaux contenant les équipements objets du présent marché ;
- Locaux et ateliers où sont entreposées les pièces de rechange propres aux installations concernées ;
- Circulations permettant d'accéder aux différents locaux ci-dessus.

Le personnel du Titulaire doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à la CPAM.

10.4.4 Gestion des sous-traitants

Dans les cas où des sous-traitants sont amenés à intervenir dans le cadre de l'exécution du marché (notamment pour l'exécution des contrôles réglementaires), leur accompagnement sera à charge totale du Titulaire du marché concerné.

Les modalités administratives de gestion des sous-traitants sont définies par le CCAP.

10.5 COORDINATION AVEC LE CONSTRUCTEUR

Lorsque le matériel dont il assure la maintenance est sous garantie, le Titulaire assume la responsabilité de la perte de garantie constructeur consécutive à une intervention de sa part.

Il prend par ailleurs toutes dispositions en accord avec le constructeur et/ou l'installateur du matériel pour assurer la coordination des diverses interventions et le respect de ses propres obligations contractuelles.

11 DEVELOPPEMENT DURABLE

En matière environnementale, le Titulaire s'engage à :

- Respecter les consignes de tri des déchets sur chaque site ;
- Limiter les éclairages inutiles lors des interventions ;
- Limiter les déperditions thermiques (en hiver, limiter les portes ouvertes dans les locaux) ;
- Rationnaliser ses déplacements en utilisant des moyens de locomotion propres.

En matière sociale, le Titulaire s'engage à assurer une formation régulière de son personnel afin de le sensibiliser régulièrement à l'éco-responsabilité. Les thèmes suivant seront notamment abordés : tri des déchets, sensibilisation aux économies d'énergie et d'eau.

Il s'engage à prendre des mesures en matière d'contrôle social de son personnel, notamment en matière d'insertion, d'apprentissage ainsi qu'en faveur des conditions de travail de ses salariés (politique de prévention notamment).